

# Les échanges extérieurs en 2002

## Baisse sensible des prix

Agnès Greliche, division Échanges extérieurs, Insee

**E**n 2002, pour la deuxième année consécutive, les échanges extérieurs de la France subissent le contrecoup du ralentissement mondial. En moyenne et en valeur, les exportations de biens et de services sont stables et les importations reculent de 2,2 %. En réponse à la dégradation de la demande, les exportateurs français et étrangers ont contracté leurs prix. En 2002, l'appréciation de l'euro renforce par ailleurs le recul des prix des importations, qui atteint 2,8 % en moyenne annuelle. Elle pèse, en revanche, sur la compétitivité des exportations françaises, mais surtout en fin d'année. En liaison avec l'amélioration des termes de l'échange, l'excédent commercial est en hausse. En dépit de la dégradation du solde des opérations de répartition et de la stagnation du solde touristique, la capacité de financement de la France s'améliore de 1,9 milliard d'euros, pour s'établir à 23,3 milliards d'euros. L'aggravation du déficit des opérations de répartition est imputable à un net recul des revenus de la propriété perçus par la France.

Au cours des trois dernières années, les échanges extérieurs de la France ont évolué selon un profil particulièrement heurté. Les progressions exceptionnellement vives de l'année 2000 ont fait place en 2001 à un retournement très net. En 2002, en moyenne annuelle et en valeur, les exportations de biens et de services se stabilisent, et les importations reculent de 2,2 %. Ces tendances sont le reflet des fluctuations de la conjoncture internationale et de leurs répercussions sur la demande intérieure. Ainsi, au premier semestre de l'année 2002, un rebond de la demande stimule le commerce extérieur mais les échanges rechutent par la suite. Face à la dégradation des perspectives de demande, les exportateurs, en France comme à l'étranger, ont adopté des politiques de prix plus offensives. Ainsi, en 2002, les prix des

exportations de biens baissent de 2,4 % en moyenne annuelle. Par ailleurs, le taux de change effectif réel de l'euro s'apprécie de 12 % au cours de l'année 2002, après s'être déprécié de 19 % entre janvier 1999 et octobre 2000. Cet effet de change renforce le repli des prix des importations de biens (en euros) : il atteint 3,5 % en moyenne annuelle et touche tous les produits, y compris les produits pétroliers. Si l'appréciation de l'euro contribue à réduire la facture des importations, elle pèse en revanche sur la compétitivité-prix des produits exportés, ce qui peut freiner les ventes à l'étranger en fin d'année.

### La capacité de financement de la France est préservée

Le recul des importations en valeur, alors que les exportations stagnent, se traduit par une hausse de l'excédent des échanges de biens et de services, hors tourisme, de 8,2 milliards d'euros en 2002 (tableau 1). Le solde touristique en revanche, qui représente à lui seul un apport d'environ 15 milliards d'euros, recule légèrement et le solde des opérations de répartition entre la France et l'étranger, déficitaire depuis deux ans, se dégrade de nouveau, de plus de 6 milliards d'euros.

Au total, la capacité de financement de la France, solde de l'ensemble de ses échanges avec l'étranger, n'est pas affectée par le ralentissement du commerce extérieur : elle augmente de 1,9 milliard d'euros en 2002, pour s'établir à 23,3 milliards d'euros, soit à 1,5 % du produit intérieur brut (graphique 1).

### ① Soldes des échanges entre la France et l'étranger

En milliards d'euros

	Solde extérieur				
	1998	1999	2000	2001	2002
Biens FAB - FAB	18,4	12,5	-4,7	2,7	8,2
Services (hors tourisme)	5,3	4,9	6,9	5,6	8,2
Tourisme	10,9	13,3	15,4	15,1	15
Opérations de répartition	-3,9	2,7	0,9	-2,0	-8,1
<b>Capacité de financement</b>	<b>30,7</b>	<b>33,5</b>	<b>18,6</b>	<b>21,4</b>	<b>23,3</b>

Source : Douanes (données CAF-FAB brutes par pays); comptes de la Nation 2002 - base 95, Insee

INSEE  
PREMIERE



INSEE

## Les exportations de biens d'équipement sont fortement touchées

La dégradation de la conjoncture industrielle en Europe, et le recul de l'investissement productif dans de nombreux pays, ont freiné depuis deux ans les ventes de biens d'équipement, dont la hausse avait toutefois atteint un rythme record en 2000 (+ 17,6 %). En 2002, ces tendances se traduisent par un repli de 2,3 %, en volume et en moyenne annuelle. Il est essentiellement le fait des ventes de matériel informatique et d'appareils d'émission et de réception, notamment téléphoniques. Le repli des exportations est sensible également dans l'aéronautique. En revanche, les ventes de biens d'équipement mécanique continuent à croître. En 2001, les exportations de biens intermédiaires, très dynamiques en 2000, ont également été affectées par le ralentissement de l'activité, au point de

stagner. En 2002, elles se redressent légèrement (+ 2,2 %, en volume). Le recul des prix, particulièrement marqué dans le cas de ces produits (- 4,6 %), favorise ce mouvement. Mais il est tel que la valeur annuelle vendue est au total en baisse, de 2,5 %.

Ce repli est imputable, entre autres, aux composants électriques. En revanche, le redressement des exportations est sensible dans le cas des produits minéraux, des métaux, des produits chimiques, du caoutchouc et des matières plastiques.

## Les ventes de biens de consommation restent dynamiques

Dans l'ensemble, les exportations de produits agricoles et agro-alimentaires sont dynamiques en 2002. En 2001, les exportations de viande avaient beaucoup souffert des crises sanitaires et les prix des viandes ont de ce fait continuellement baissé.

Ces crises ayant pris fin, les quantités de viandes et de lait exportées se redressent en 2002, sans toutefois que cette hausse transparaisse sur les valeurs : celles-ci demeurent en baisse, de 1,8 %.

Les exportations de biens de consommation ont été moins touchées que les autres par le retournement conjoncturel de l'année 2001. Elles continuent néanmoins à décélérer en 2002, tout en restant relativement dynamiques (+ 6,9 % en volume). La France est en particulier très bien placée sur les marchés étrangers dans le domaine de l'habillement, des parfums, des médicaments et des produits d'entretien. En revanche, les ventes de meubles et d'appareils électroménagers sont en déclin.

## Le ralentissement de la demande intérieure freine les importations

Le ralentissement mondial de l'année 2001 n'a pas épargné la France. L'atonie persistante de la demande intérieure se répercute sur les importations de biens, qui progressent encore modérément en 2002, de 1,3 % en volume. Les prix étant en baisse, de 3,5 %, les valeurs reculent de 2,2 % en moyenne. Ce repli traduit surtout celui de l'investissement productif et le déstockage industriel. Il provient principalement des importations de biens d'équipement (- 2,4 % en volume) et de biens intermédiaires (- 0,4 %), et il est particulièrement marqué pour les machines-outils et les machines spécifiques à l'industrie manufacturière. Les achats de composants électriques et

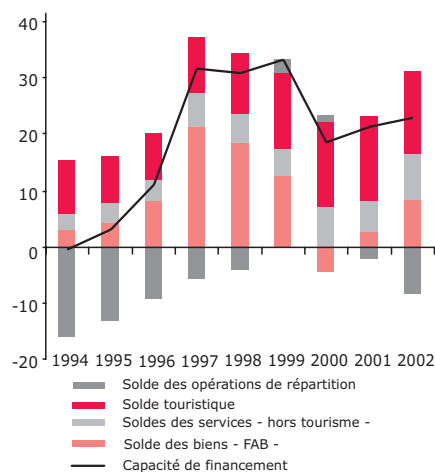
## 2 Le compte du Reste du Monde en 2001 et 2002

En millions d'euros courants

	Solde 2001	Solde 2002	Exportations (emplois) 2002	Importations (ressources) 2002
<b>Biens FAB-FAB</b>	<b>2 731</b>	<b>8 191</b>	<b>331 508</b>	<b>323 317</b>
<b>Biens CAF-FAB</b>	<b>-2 640</b>	<b>2 950</b>	<b>331 508</b>	<b>328 558</b>
Agriculture	1 298	1 882	10 401	8 519
Industries Agro-Alimentaires	6 301	6 813	29 577	22 764
Énergie	-21 739	-20 656	10 584	31 240
Produits manufacturés	11 500	14 911	280 946	266 035
dont : Biens de consommation	-5 238	-5 318	50 954	56 272
Automobile	11 157	11 262	48 616	37 354
Biens d'équipement	9 188	10 878	82 352	71 474
Biens intermédiaires	-3 607	-1 911	99 024	100 935
<b>Tourisme</b>	<b>15 114</b>	<b>14 951</b>	<b>34 451</b>	<b>19 500</b>
<b>Services hors tourisme</b>	<b>5 593</b>	<b>8 227</b>	<b>45 639</b>	<b>37 412</b>
Négoce et commation	3 046	2 825	5 587	2 762
Transports	582	1 447	11 563	10 116
Télécommunications	67	721	2 242	1 521
Services aux entreprises	2 406	4 230	22 210	17 980
Activités culturelles	-462	-420	1 984	2 404
Services d'assurance	284	-235	739	974
Organismes financiers	-330	-341	1 314	1 655
<b>Opérations de répartition</b>	<b>-2 018</b>	<b>-8 085</b>	<b>93 281</b>	<b>101 366</b>
dont : Rémunération des salariés	1 581	1 740	3 883	2 143
Impôts sur la production et les importations (dont TVA com.)	-8 936	-7 111	///	7 111
4ème ressource	-5 649	-7 660	///	7 660
Subventions	9 157	9 331	///	-9 331
Coopération internationale courante	-2 039	-3 207	1 977	5 184
Revenus de la propriété	9 750	3 030	74 534	71 504
Primes nettes d'assurance	316	497	2 018	1 521
Indemnités d'assurance	-774	-721	940	1 661
Autres transferts courants	-2 307	-1 321	7 099	8 420
Transferts en capital	-1 306	-725	-109	616
<b>Capacité de financement</b>	<b>21 420</b>	<b>23 284</b>	<b>///</b>	<b>///</b>

Source : Comptes de la Nation 2002 - base 95, Insee

## ① Capacité de financement de la Nation



Source : Comptes de la Nation 2002 - base 95, Insee

électroniques retrouvent en fin d'année un niveau proche de celui de l'automne 1999, malgré un léger rebond au premier semestre.

En revanche, dans le cas des minéraux, des métaux, des produits chimiques, du caoutchouc et des matières plastiques, les volumes importés fin 2002 sont plus élevés qu'un an auparavant.

La bonne tenue de la consommation des ménages face au ralentissement conjoncturel se répercute sur les importations de biens de consommation qui accélèrent : + 7,7 % en volume, après + 3,7 % en 2001. En particulier, les achats d'automobiles progressent à un rythme proche de celui de l'année précédente (+ 3,6 %).

## Le solde commercial devient largement excédentaire

Le solde commercial CAB - FAB s'établit à 3,0 milliards d'euros courants en 2002. Il redevient excédentaire, après deux années de déficit (tableau 2). Le différentiel d'évolution entre les importations et les exportations en valeur (cf. supra) résulte en majeure partie de l'amélioration des termes de l'échange, la baisse des prix étant plus accentuée à l'importation qu'à l'exportation. La progression du solde commercial, en volume, qui ne fait pas intervenir ces phénomènes de prix, est de fait nettement atténuée (graphique 2). Dans le détail, l'excédent de la branche automobile continue à progresser pour atteindre le niveau record de 11,3 milliards d'euros. L'excédent des échanges de biens d'équipement est en hausse (+ 1,7 milliard d'euros) ; sa progression est imputable, pour une large part, aux biens d'équipement mécanique. Ainsi, le solde

des échanges de biens manufacturés s'accroît de plus de 3 milliards d'euros. La facture énergétique s'établit à 20,7 milliards d'euros. Elle se réduit d'un peu moins d'un milliard d'euros et uniquement à cause de la baisse des prix.

Enfin, l'excédent des produits agricoles et agroalimentaires s'améliore par rapport à l'année précédente, tout en restant inférieur à celui de l'année 2000. Sous le coup des crises sanitaires, il était, il est vrai, tombé à un niveau particulièrement bas en 2001.

## Les échanges avec l'Union européenne se stabilisent

Plus de 60 % des échanges de la France, à l'importation comme à l'exportation, se concentrent dans l'Union Européenne (tableau 3). Après avoir fortement augmenté entre 1998 et 2000, ces flux se sont stabilisés depuis deux ans.

En 2002, les exportations vers le Royaume-Uni restent dynamiques (+ 3,1 % en valeur), ce pays étant l'un des moins touchés par le ralentissement de l'activité mondiale. Les ventes de la construction aéronautique sont en particulier exceptionnelles. En revanche, certains pays de la zone euro, principalement l'Allemagne et les Pays-Bas, confrontés à de sérieuses difficultés conjoncturelles, réduisent nettement leurs importations. Les commandes destinées à l'industrie sont les plus affectées, le marché de l'automobile restant à l'inverse dynamique. De même, les exportations vers les États-Unis, qui s'étaient redressées au premier trimestre, se retournent ensuite et baissent en moyenne annuelle.

D'une manière générale, les valeurs des flux d'importations en provenance des pays de l'OCDE, hors Union européenne, sont minorées par l'appréciation de l'euro, ces marchés étant fréquemment libellés en dollars.

## Le transport international subit le contrecoup du ralentissement des échanges

En 2002, le montant des prestations de services payées par la France (importations CAF, hors tourisme) se replie de 4,4 %, après des hausses de 4,8 % en 2001 et de 19 % en 2000. En revanche, les prestations de services facturées à des non-résidents augmentent de 2,1 %. Ces évolutions sont, pour une large part, imputables aux services de transport et de conseil et assistance, qui représentent les deux tiers des importations de services de la France, et la moitié de ses exportations. Le montant des services de transport payés à des non-résidents diminue de 7,9 %, et celui des services de conseil et assistance de 5,9 % ; les exportations de cette branche se contractent de 3,0 % et celles de transport stagnent. En outre, les ventes des « autres services aux entreprises » (dont les services de communication) accélèrent. Le ralentissement des échanges de services de transport est une conséquence directe de celui des échanges de biens.

## ③ Les échanges de la France avec ses principaux partenaires

En milliards d'euros courants

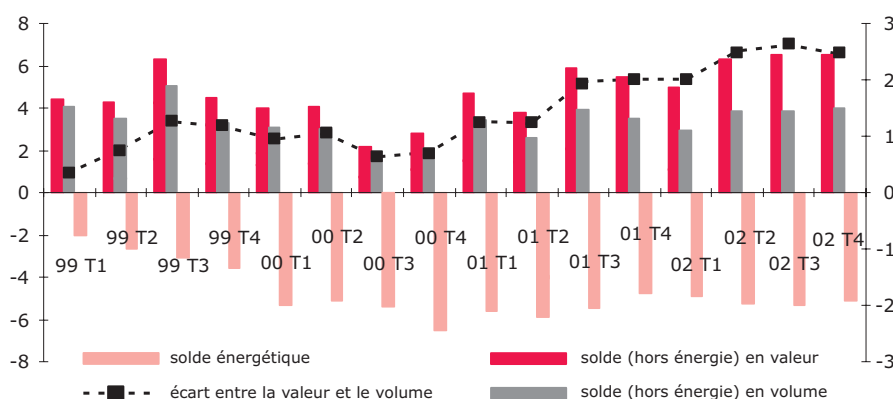
	Soldes 2001	Soldes 2002	Exports biens FAB	Imports biens CAF
Union Européenne	7,6	8,0	206,1	198,1
dont : UM	-0,6	-2,5	164,1	166,7
OCDE hors UE	-6,9	-2,9	54,4	57,3
Reste du monde	-3,4	-2,3	70,8	73,1
	Part dans le total			
Allemagne	-6,5	-8,8	14,60	17,20
UEBL (1)	1,4	2,2	7,80	7,00
Espagne	7,5	8,3	9,80	7,20
Italie	-1,2	-0,1	9,10	9,10
Pays-Bas	-2,3	-2,5	4,00	4,80
Royaume-Uni	6,0	9,7	10,30	7,30
Suisse	2,9	3,3	3,20	2,20
Etats-Unis	0,0	0,2	8,00	8,00
Japon	-4,9	-4,9	1,70	3,20
Chine	-6,5	-7,9	1,50	3,50

Source : Direction générale des Douanes (données CAF-FAB brutes par pays) Comptes nationaux -Insee

(1) Union économique Belgique Luxembourg

## ② Solde commercial trimestriel des échanges de biens de la France (CAF-FAB)

En milliards d'euros



Source : Comptes de la Nation 2002 - base 95, Insee

Le recul du transport routier, en particulier, majoritairement utilisé en Europe pour les livraisons de marchandises, s'accroît. Le transport aérien et le transport maritime stagnent. Le seul soutien des exportations de transport provient de la mise en orbite de satellites, secteur extrêmement dynamique en 2002.

Les services d'architecture et d'ingénierie se replient fortement à l'exportation comme à l'importation, tandis que les échanges de services informatiques continuent à progresser.

En 2002, les dépenses des touristes étrangers sur le sol français progressent au même rythme que l'année précédente (+ 1,1 %), et celles des Français hors de leur territoire décèlent (+ 2,8 % après + 3,7 % en 2001 et + 10,8 % en 2000). Les échanges touristiques avec les États-Unis se sont en particulier nettement réduits depuis deux ans. La progression des recettes touristiques en 2002 n'est d'ailleurs le fait que de visiteurs européens, venant principalement du Royaume-Uni, des Pays-Bas, d'Espagne et d'Italie.

### Les revenus de la propriété perçus par la France se replient fortement

Le solde des opérations de répartition a toujours été déficitaire depuis 1992, sauf en 1999 et 2000. Il l'est de nouveau en 2001 et se creuse en 2002, pour atteindre - 8,1 milliards d'euros, après - 2,0 milliards d'euros. Il faut remonter à 1996 pour retrouver un déficit de cette ampleur. La détérioration provient, pour l'essentiel, d'une forte baisse des revenus de la propriété reçus par la France (- 9,0 %), alors que le recul des revenus versés est beaucoup plus modéré. Le fort repli des revenus reçus provient d'abord des intérêts (- 10,7 %) et dans une moindre mesure des dividendes (- 9,5 %). Les taux d'intérêt sont en effet tombés à un niveau historiquement bas et les résultats des entreprises se sont détériorés. Ces tendances sont

plus marquées à l'étranger qu'en France et leurs effets sont amplifiés par l'appréciation du change, ce qui explique l'écart d'évolution entre les revenus de la propriété reçus et versés. Après les fortes progressions de 1999 et 2000, ces derniers se maintiennent à un niveau élevé. Aucune tendance marquante n'affecte les soldes des autres opérations, si ce n'est l'augmentation de la « quatrième ressource », destinée à compenser la diminution de la TVA. En effet, le niveau global des versements aux institutions communautaires doit être préservé et s'établir à 1,27 % du PNB.

La rémunération des salariés, qu'elle soit reçue ou versée par la France,

progressive à un rythme proche de celui de l'année précédente et le solde correspondant augmente légèrement.

### Définitions

Le financement des communautés européennes est fixé au prorata du Produit National Brut. Il comprend le reversement de la part des États membres des droits de douane et des prélèvements agricoles, complété par une contribution assise sur des recettes de TVA reconstituées sur une base de réglementation comparable. Depuis 1987, il comprend également une « quatrième ressource » calculée comme le solde entre le financement global et les ressources précédentes.

#### De la balance commerciale des douanes au compte du Reste du monde

Le compte du Reste du monde de la comptabilité nationale et le compte des transactions courantes de la Balance des paiements retracent l'un et l'autre l'ensemble des flux d'échanges de biens et de services entre la France et l'étranger. L'évaluation des échanges de biens se fonde, dans les deux cas, sur les données douanières. Toutefois, certaines données n'étant pas traitées de manière similaire dans les deux comptes, il apparaît un écart sur la mesure du solde des échanges de biens (tableau). Une première correction est apportée aux données douanières pour en retirer le montant des frais d'assurance et de fret sur le territoire de transit. Dans les comptes, les flux d'échanges de biens doivent en effet être mesurés FAB-FAB (franco à bord), alors que la mesure des importations issue des statistiques douanières comprend ces coûts d'assurance et de

fret (CAF). Mais les évaluations de la « correction CAF-FAB », apportées globalement aux importations, dans les comptes comme dans la Balance des paiements, diffèrent de 1,5 milliard d'euros en 2002.

Par ailleurs, la mesure des échanges intra-communautaires est affectée par l'existence d'un seuil de 100 000 euros en dessous duquel les entreprises ne sont pas tenues de déclarer leurs échanges de biens. Ces non-déclarations sont redressées dans les comptes nationaux, mais pas dans le compte des transactions courantes de la Balance des paiements.

Pour le reste, l'écart est lié à « d'autres corrections », principalement à des anticipations des révisions des statistiques douanières, fondées sur la chronique des révisions passées, et prises en compte uniquement en comptabilité nationale.

#### Passage des données douanières aux comptes nationaux

Balance des Paiements		Comptes Nationaux	
<b>Balance commerciale FAB-FAB (Douanes)</b>	<b>9,5</b>	<b>Balance commerciale FAB-FAB (Douanes)</b>	<b>9,5</b>
+ écart sur correction CAF-FAB	+0,3	+ écart sur correction CAF-FAB	-1,2
+ corrections (échanges sans paiement)	+0,3	+ réparation des biens d'équipement	+0,1
+ autres corrections (travail à façon, réparation, avitaillement ...)	0,0	+ correction des échanges intracommunautaires	-0,4
		+ autres corrections	+0,2
<b>= Solde des échanges de biens FAB-FAB (Balance des paiements, Banque de France)</b>	<b>10,1</b>	<b>= Solde des échanges de biens FAB-FAB (Comptabilité nationale, Insee)</b>	<b>8,2</b>

INSEE PREMIERE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE Info Service, Service Abonnement B.P. 409, 75560 Paris CEDEX 12  
Tél. : 01 53 17 88 45 Fax : 01 53 17 89 77

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIERE - Tarif 2003

Abonnement annuel =  70 € (France)  87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Michel Charpin  
Rédacteur en chef :  
Daniel Temam  
Rédacteurs : R. Baktavatsalou,  
C. Benveniste, C. Dulon,  
A.-C. Morin  
Maquette : S. Couturaud  
Code Sage IP03912  
ISSN 0997 - 3192  
© INSEE 2003



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES